

### 2.3 CONCLUSIONS PROVISOIRES SUR L'IMPACT DU DESARMEMENT

Des études d'impacts de ce chapitre, il ressort qu'il y a seulement deux secteurs celui des avions et celui du matériel de télécommunication qui comptent, au total, sur les dépenses du ministère de la Défense nationale et sur les exportations de matériel militaire pour plus de 7% de leur production totale. Advenant une disparition complète de ces dépenses et exportations, ces deux secteurs pourraient connaître des difficultés certaines. Le problème risquerait d'être d'autant plus critique que la production de ces secteurs pour fins militaires est souvent concentrée dans certaines régions, voire dans certaines villes et certaines entreprises.

Par contre, dans n'importe quel projet de désarmement, on conservera une place importante à la surveillance du territoire canadien. Compte tenu de l'étendue de ce territoire, le besoin en avions de surveillance et en matériel de communication restera lui aussi très important. Il est donc assez peu probable que les achats du ministère de la Défense nationale en matière d'avions et de matériel de communication de même que les exportations de ces biens soient réduits à néant. Dans le troisième chapitre, nous proposons une méthodologie qui pourrait permettre de mesurer de façon plus précise l'impact d'un programme de désarmement sur les différents achats du ministère de la Défense nationale et, à l'aide du modèle intersectoriel, sur l'ensemble de l'économie canadienne. Mais, sur la base des calculs du présent chapitre, il nous est impossible de nous prononcer de façon plus précise.

Les secteurs autres que ceux des avions et du matériel de télécommunication sont beaucoup moins touchés par les activités militaires. Advenant un programme de désarmement, la réduction des activités militaires par le ministère de la Défense nationale amènerait certainement une diminution de la production de ces secteurs. Mais, en général, ces réductions seraient moindres que les pourcentages donnés dans les différents tableaux du présent chapitre. Comme la plupart de ces secteurs produisent des biens et services qui peuvent être utilisés à des fins civiles, il nous semble